



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-68270>

Département(s) de publication : 11

Annonce n° 24-68270

Section 1 - Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel : COMMUNE DE CARCASSONNE

Forme juridique de l'acheteur : Autorité locale

Activité du pouvoir adjudicateur : Services d'administration générale

Section 2 - Procédure

2.1 Procédure

Titre : MODERNISATION DU SYSTEME DE PAIEMENT DU STATIONNEMENT SUR VOIRIE AVEC FOURNITURE, TRAVAUX DE DÉPOSE ET POSE D'HORODATEURS ET SERVICES ASSOCIES

Description : MODERNISATION DU SYSTEME DE PAIEMENT DU STATIONNEMENT SUR VOIRIE AVEC FOURNITURE, TRAVAUX DE DÉPOSE ET POSE D'HORODATEURS ET SERVICES ASSOCIES. La ville de Carcassonne cherche un prestataire chargé de remplacer le système existant de paiement de stationnement sur voirie généré par les horodateurs. Le marché fera l'objet d'un accord cadre d'une durée de 4 ans avec un montant minimum de 400 000 euros HT et un montant maximum de 1 500 000 euros HT sur toute la durée du marché.

Identifiant de la procédure : 97621a23-886c-4950-ac57-d0ec2ef38dfe

Identifiant interne : 24049

Type de procédure : Ouverte

La procédure est accélérée : non

2.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv) : 98351110 Services de mise en œuvre des règles de stationnement

Nomenclature supplémentaire (cpv) : 38720000 Horodateurs

2.1.2 Lieu d'exécution

Adresse postale : COMMUNE DE CARCASSONNE

Ville : CARCASSONNE

Code postal : 11835

Subdivision pays (NUTS) : Aude (FRJ11)

Pays : France

2.1.3 Valeur

Valeur maximale de l'accord-cadre : 1,500,000 EUR

2.1.4 Informations générales

Base juridique :

Directive 2014/24/UE

Articles L. 2124-2, R. 2124-2 1 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique. - La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

2.1.6 Motifs d'exclusion

Motifs d'exclusion purement nationaux : Le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, ne doit pas entrer dans l'un des cas d'exclusion de la procédure de passation prévus par le code de la commande publique.

Section 5 - Lot

5.1 Lot : LOT-0001

Titre : MODERNISATION DU SYSTEME DE PAIEMENT DU STATIONNEMENT SUR VOIRIE AVEC FOURNITURE, TRAVAUX DE DÉPOSE ET POSE D'HORODATEURS ET SERVICES ASSOCIES

Description : Une première commande ferme sera réalisée à la notification du marché (prévue le 7 octobre 2024) et aura pour objet notamment de fournir 55 horodateurs, d'en déposer, d'en reposer et mettre en service 50, de mettre à disposition et paramétrer une solution de GTC, de former le personnel de la Commune en charge de piloter le système dans un délai de 8 semaines à compter de la notification du marché prévue le 7 octobre 2024. Par la suite, d'autres bons de commandes pourront intervenir notamment en cas d'extension du périmètre du stationnement payant qui n'est pas envisagée au moment de la consultation. Enfin, les horodateurs seront garantis 2 ans, et leur exploitation assurée pendant 10 ans.

Identifiant interne : 24049

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 98351110 Services de mise en œuvre des règles de stationnement

Nomenclature supplémentaire (cpv): 38720000 Horodateurs

5.1.5 Valeur

Valeur maximale de l'accord-cadre : 1,500,000 EUR

5.1.6 Informations générales

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP)

Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME)

Informations complémentaires : 1/ Variantes Pour les variantes, le candidat pourra proposer une solution (matériel, maintenance) plus performante que celle décrite dans le cahier des charges en termes de fonctionnalités ou en termes de développement durable : a) en plus de l'offre de base : dans ce cas, il répondra à l'offre de base et proposera une ou plusieurs variantes ; b) ou à la place de l'offre de base. 2/ Réalisation de prestations similaires Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires. 3/ Développement durable : Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP et repris ici : a) Le CCTP (article 2-3) prévoit des dispositions en matière environnementale : l'horodateur sera alimenté par un panneau solaire intégré assurant son autonomie en énergie. La batterie tampon aura une durée de vie d'au moins 5 ans pour couvrir les besoins durant des périodes importantes sans soleil. Le matériel devra présenter un taux de recyclage à plus de 90 % pour les matériaux utilisés pour le boîtier, les sous-ensembles et la batterie. Le Titulaire mettra en oeuvre une gestion des déchets d'emballage lors de la livraison. b) En sus de ces dispositions, les candidats pourront proposer une solution (matériel, maintenance) plus performante en termes de fonctionnalités ou en termes de développement durable. Si elle est retenue, elle devient une condition d'exécution du contrat. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges. Chaque titulaire concerné devra mettre en oeuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

5.1.7 Marché public stratégique

Méthode utilisée pour réduire l'incidence environnementale : Autre

5.1.9 Critères de sélection

Critère :

Type : Aptitude à exercer l'activité professionnelle

Nom : Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Description : 1/ Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années 2/ Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat. Les éléments de preuve relatifs à des prestations exécutées il y a plus de trois ans seront pris en compte.

Critère :

Type : Autre

Nom : Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise

Description : Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

Critère :

Type : Capacité économique et financière

Description : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles.

5.1.10 Critères d'attribution

Critère :

Type : Qualité

Description : Valeur technique

Pondération (décimal, valeur exacte) : 0.35

Critère :

Type : Prix

Description : Prix des prestations

Pondération (décimal, valeur exacte) : 0.4

Critère :

Type : Qualité

Description : Qualité de la maintenance

Pondération (décimal, valeur exacte) : 0.25

5.1.11 Documents de marché

Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles : français

Date limite de demande d'informations complémentaires : 07/07/2024 à 12:00

Adresse des documents de marché : <https://marchespublics-aude.safetender.com>,

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://marchespublics-aude.safetender.com>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Variantes : Autorisée

Date limite de réception des offres : 17/07/2024 à 12:00

Date limite de validité de l'offre : 120 DAY

Conditions du marché :

Un accord de confidentialité est requis : oui

Informations complémentaires sur l'accord de confidentialité : Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-TIC.

Facturation en ligne : Autorisée

La commande en ligne sera utilisée : non

Le paiement en ligne sera utilisé : oui

Informations relatives aux délais de recours : Référé pré-contractuel prévu aux articles L. 551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de médiation : Comité Consultatif Interdépartemental de Règlement Amiable des Litiges

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal Administratif de Montpellier

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Greffes du Tribunal Administratif de Montpellier (TA)

Organisation qui reçoit les demandes de participation : COMMUNE DE CARCASSONNE

Organisation qui traite les offres : COMMUNE DE CARCASSONNE

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0004

Nom officiel : Greffes du Tribunal Administratif de Montpellier (TA)

Numéro d'enregistrement : 17340005200010

Adresse postale : 6 Rue Pitot

Ville : MONTPELLIER

Code postal : 34000

Subdivision pays (NUTS) : Hérault (FRJ13)

Pays : France

Adresse électronique : greffe.ta-montpellier@juradm.fr

Téléphone : 0467548100

Adresse internet : <http://www.ta-montpellier.juradm.fr>

Rôles de cette organisation :

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

8.1 ORG-0002

Nom officiel : Tribunal Administratif de Montpellier

Numéro d'enregistrement : 17340005200010h

Adresse postale : 6 Rue Pitot

Ville : MONTPELLIER CEDEX 2

Code postal : 34000

Subdivision pays (NUTS) : Hérault (FRJ13)

Pays : France

Adresse électronique : greffe.ta-montpellier@juradm.fr

Téléphone : 0467548100

Télécopieur : 0467547410

Adresse internet : <http://www.ta-montpellier.juradm.fr>

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de recours

8.1 ORG-0001

Nom officiel : COMMUNE DE CARCASSONNE

Numéro d'enregistrement : 78965471200015

Adresse postale : 32 Rue Aimé Ramond

Ville : Carcassonne cedex 9

Code postal : 11835

Subdivision pays (NUTS) : Aude (FRJ11)

Pays : France

Adresse électronique : marches@mairie-carcassonne.fr

Téléphone : 0468777424

Adresse internet : <https://www.carcassonne.org>

Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL) : <https://marchespublics-aude.safetender.com>

Rôles de cette organisation :

Acheteur

Organisation qui reçoit les demandes de participation

Organisation qui traite les offres

8.1 ORG-0003

Nom officiel : Comité Consultatif Interdépartemental de Règlement Amiable des Litiges

Numéro d'enregistrement : 17130000700019

Adresse postale : Préfecture de la région Provence - Alpes - Côte d'Azur - Secrétariat général pour les affaires régionales (SGAR) CCIRA de Marseille - Place Félix Baret - CS 80001

Ville : MARSEILLE CEDEX 06

Code postal : 13282

Subdivision pays (NUTS) : Bouches-du-Rhône (FRL04)

Pays : France

Adresse électronique : catherine.pietri@paca.gouv.fr

Téléphone : 0484354554

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de médiation

Section 11 - Informations relatives à l'avis

11.1 Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis : f8210171-abb2-4b6f-b7e4-dd74e24b3f45 - 02

Type de formulaire : Mise en concurrence

Type d'avis : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Date d'envoi de l'avis : 12/06/2024 à 14:34

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français

11.2 Informations relatives à la publication

Date d'envoi du présent avis à la publication : 12/06/2024